

Commune de Saint-Pierre d'Oléron
Extrait du registre des délibérations du conseil municipal
Séance du 16 mai 2023

Conseillers en exercice : 29 – Conseillers présents : 22 - Conseillers votants : 27

Par suite d'une convocation en date du 10 mai 2023, le mardi 16 mai 2023, à dix-neuf heures sous la présidence de Christophe SUEUR, maire

Sont présents : Christophe SUEUR, maire

Martine DELISÉE, Éric GUILBERT, Sylvie FROUGIER, Patrick GAZEU, Françoise VITET, Pierre BELIGNE, Evelyn NERON MORGAT, adjoints au maire.

Edwige CASTELLI, Monique BIROT, Guy BOST, Annick JAUNIER, Isabelle RAVIAT, Corinne POUSSET, Michel MULIER, Lionel ANDREZ, Sylvie CHASTANET, Ludovic LIEVRE PERROCHEAU, Joïc MIMAUD, Rodolphe VATON, Philippe RAYNAL, Jérôme GUILJEMET

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L.2121-17 du CGCT.

Absents ayant donné procuration :

Mickaël NORMANDIN à Joïc MIMAUD

Michèle BROCHUS à Guy BOST

Christine GRANGER MAILLET à Philippe RAYNAL

Agnès DENIEAU à monsieur le maire

Luc COIFFE à Éric GUILBERT

Absent : Stéphane I.F. MEUT, Séverine WERBROUCK

Le président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L.2121-15 au CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du conseil. Madame Annick JAUNIER est désignée pour remplir cette fonction.

057/2023

**DELIBERATION FIXANT LES MODALITES DE CONSULTATION DU PUBLIC
 (ARTICLE L153-47) DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLU**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-45 et suivants

Vu le schéma de cohérence territoriale du Pays marennes-Oléron approuvé le 27 décembre 2005,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 1^{er} décembre 2011, modifié les 22 octobre 2012, 21 octobre 2013, 10 mai 2016, 12 mars 2019 et 28 juin 2022,

Monsieur le Maire rappelle que lors de la délibération du 28 juin 2022, le conseil municipal a approuvé la modification n°4 du PLU et une déclaration de projet pour le nouveau centre technique communal.

Le service a été alerté par un administré d'une modification de zonage dans le secteur de « La Clairière », alors que la procédure ne concernait pas ce point. De même, des omissions dans l'inventaire du bâti remarquable ont été constatées sur le plan de zonage. Il s'agit d'erreurs matérielles du cabinet d'études qu'il y a lieu de rectifier.

L'article L.153-45 alinéa 3 du code de l'urbanisme permet d'engager une modification simplifiée « dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle ».

En application de l'article L153-47, une fois l'avis des personnes publiques reçues, il convient d'organiser la mise à disposition du dossier de modification simplifiée. Il convient d'en définir les modalités dans une délibération.

Le Conseil Municipal délibère pour,

Article 1^{er} : ETRE INFORMER de la procédure engagée et des modalités rappelées dans la note de synthèse jointe à la convocation.

Article 2 : DEFINIR les modalités de consultation du dossier :

- mise à disposition un registre d'observation papier à la mairie, accompagné du dossier de modification simplifiée ;
- mise à disposition du dossier de modification simplifiée sur le site internet de la commune onglet / urbanisme / enquête publique / modification simplifiée n°2 ;
- mise en place d'une adresse électronique dédiée à l'enquête publique afin de recevoir les remarques par voie électronique.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Fait à Saint-Pierre d'Oléron, le 17 mai 2023

Le maire

Christophe SUEUR



La secrétaire de séance

Annick JAUNIER

Le maire soussigné,
certifie le caractère exécutoire
de la présente délibération télétransmise
au représentant de l'Etat le **22 MAI 2023**
Et publiée le **22 MAI 2023**
Christophe SUEUR



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de sa publication par courrier ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr